

Chaque mois, la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut) nous fait part d'une difficulté, grande ou petite, rencontrée par les usagers. Ou d'informations qu'elle juge intéressantes.

## Perpignan-ville - Villefranche-de-Conflent, une ligne maudite

*Nossin imet escitatem velibea tendmet esci  
tatem velib ea tendit*



Suite au terrible accident de Millas, le 14 décembre 2017, la ligne entre Perpignan et Villefranche-de-Conflent dans les Pyrénées-Orientales a été fermée 1068 jours, suite à un délai d'instruction inédit.

Le 24 juillet 2024, le TER entre en direction de Perpignan déraile à cause d'une coulée de boue. Il heurte et endommage un pont. Fait qui devrait en toute logique nécessiter quelques semaines seulement avant que la circulation ne soit rétablie. Sur cette ligne, ça ne se passe pas ainsi ! Pas de chance, le pont est propriété de la commune d'Eus, commune d'environ 350 habitants. Le conseil municipal de cette localité doit délibérer afin d'autoriser la démolition du pont pour que puissent commencer les travaux. Malheureusement rien ne sera simple. Le premier conseil municipal après l'accident est convoqué le 25 septembre, le

quorum n'est pas atteint, les suivants sont sans effets car le sujet n'apparaît pas à l'ordre du jour. Il faudra attendre le 5 décembre 2024 soit près de 4 mois et demi pour obtenir une délibération sur le sujet, mais à laquelle est adjointe des réserves qui ne permettent toujours pas la démolition du pont car elle est conditionnée à la construction d'un nouvel ouvrage desservant trois riverains. Une alternative est mise en place pour desservir les propriétés concernées, mais la commune d'Eus et les riverains provoquent un blocage. Les nombreuses réunions à la sous-préfecture de Prades s'avèrent infructueuses.

De son côté l'association des usagers Train en Têt, multiplie les démarches et organise une manifestation sur un rond-point à l'entrée de Prades, le 9 novembre. Rédige aussi une lettre ouverte au maire d'Eus

et assiste en nombre à deux conseils municipaux. La remise en service de la ligne devrait être effective fin avril. Il se sera passé plus de 9 mois. En 7 ans et demi la ligne sera restée fermée en partie ou en totalité 4 ans et 9 mois. Si un événement semblable se produisait sur la route RD66 (ex RN116) parallèle à la voie ferrée ou sur la ligne Perpignan-Narbonne, les délais seraient-ils aussi longs ? Comment une commune peut-elle avoir le pouvoir de bloquer le fonctionnement d'un service public de transport alors que la ligne est déclarée d'utilité publique et que les voies ferrées appartiennent à l'État ? Des questions aujourd'hui sans réponse. Pourtant la population a pu conserver sa ligne de train qui a connu ces dernières années une progression de fréquentation de + 66%.

*Enric Ballaguer,  
président de Train en Têt*